LE CRESCENT.

JOURNAL OFFICIEL
DE LA
VILLE CONSOLIDÉE DE LA NOUVELLE ORLÉANS

OFFICIEL.

CONSEIL DES ALDERMEN DE LA VILLE DE LA NOUVELLE ORLEANS.

MARDI, 21 Septembre 1852.

Le Conseil se réunit conformément à l'ajournement.

Membres présents :

MM. W. C. C. Claiborne, président ; Allerton, J. M. Burke, George Clarke, I. Labatut, J. J. Lugenbuhl, Edward W. Sewell et James Sowell.

Absent : Alderman Giquel—1.

Absents par congé : Aldermen W. Converse, W. A. Gaquet, Arnold Harris et J. Robb—4.

Les minutes de M. Stockton, lecture est faite de la, lecture de la dernière séance.

Le procès-verbal de M. Lugenbuhl, le journal est approuvé comme suit :

Folio 214 : Sur la lecture de la lettre de Patrick Ward, après "sur motion de" insérer "George Clarke" au lieu de "J. J. Lugenbuhl" et "sur motion de M. Clarke" après le message du Conseil des Assistants-Aldermen, "toute cette partie relative à la Maison de Travail et à la Prison" insérer "Référée au comité des Prisons et Maisons de Travail, et le reste à un comité spécial de conférence."

Tous la fin de la lecture des minutes, M. Lugenbuhl en demande l'adoption.

Lecture est faite du message suivant du maire :

MAIRIE DE LA NLLE-ORLEANS, 14 septembre 1852.

A Son Honneur Président et à Messieurs les Membres du Conseil Municipal et du Conseil des Assistants-Aldermen de la Ville de la Nouvelle-Orléans :

MESSIEURS.—Au moment où vous vous réunissez après une suspension momentanée de vos travaux officiels, je crois convenable de vous soumettre un aperçu des choses qui sont survenues pendant votre recès, en l'accompagnant des suggestions que je croirai dignes d'intérêt de votre attention.

La première chose importante dont j'ai à vous parler est la vente des bons de la ville, à quarante ans, pour la somme de deux millions de piastres. Le résultat obtenu est vraiment heureux pour tous ceux qui s'intéressent au bien-être de la ville, et fait le plus grand honneur aux messieurs qui étaient chargés de cette importante et responsable tâche. Le montant réalisé par cette négociation a été appliqué à la liquidation des vieilles dettes, et a permis au trésorier de faire face immédiatement aux demandes qui lui étaient faites.

L'effet de ces mesures est de donner à notre état et à notre ville un caractère digne qui ne peut manquer de leur être très avantageux. En maintenant dans les affaires de la ville, surtout au moment où celle-ci s'améliore, une administration sage et économique, non-seulement on conservera le crédit dont nous jouissons aujourd'hui, mais on sera à même de faire face à toutes les éventualités. Aussi, suis-je disposé à sanctionner de tout cœur toutes les mesures qui auront un tel objet en vue.

Les chemins de fer projetés, — chemins dont la réalisation se lie si étroitement avec cette heureuse condition de notre ville, et que l'on peut regarder comme la base fondamentale de notre prospérité actuelle, — reçoivent de toutes les parties de l'Etat le plus cordial appui.

Les citoyens, les planteurs, les marchands et tous ceux qui ont si libéralement souscrit, paraissent déterminés à mener à bonne fin ces grandes entreprises. Le jour approche où la Nouvelle-Orléans étendra au loin ses bras de fer qui, se liant à ceux des Etats voisins, formeront une ligne qui réunira les parties les plus extrêmes de notre pays. Nous y puiserons de nouvelles sources de richesse et d'agrément ; les objets futiles ou nécessaires à la vie seront à la portée de tous ; les terres incultes de l'Etat recevront une impulsion salutaire par le travail d'une population industrieuse qui les rendra productives et fécondes.

Je recommande une pétition de propriétaires du fond du premier District, demandant la construction d'un pont sur le nouveau canal, dans le prolongement de l'avenue Carrollton, et l'ouverture de la dite avenue depuis le nouveau canal jusqu'à la rue Bienville. En même temps que cette amélioration, j'engage le Conseil à placer la rue de la Commune dans un bon état, puisqu'on l'a déjà nivelée et coquillée à grands frais jusqu'au nouveau canal, et qu'on construise un pont sur le dit canal à Pendroit où le chemin se termine. Des ponts permanents et solides, construits sur les dits canaux, aux croisements des rues, [illegible] que l'ouverture et les propriétaires. Je suis d'avis que ceux-ci ont droit à ces améliorations, car ils paient des taxes au même taux que les propriétaires de la ville, sans avoir, comme ces derniers, les avantages de la police, de l'éclairage ou du rapprochement des centres d'affaires.

Tandis que je parle d'améliorations, je profiterai de l'occasion de répéter qu'il est nécessaire d'ouvrir et de prolonger toutes nos rues principales jusqu'aux rives du lac, surtout entre le bayou St. Jean et le nouveau canal. Cette mesure donnerait à l'air une libre circulation ; nous rendrions les brises du lac ; nous améliorerions l'état sanitaire de notre ville et les coffres de celles-ci s'en réjouiraient par suite de l'augmentation de valeur des propriétés. Beaucoup de gens, à cause du prix minime auquel ils se vendraient, achèteraient des terrains dans le fond de la ville et s'y établiraient ; la façade ou la largeur de la ville étant assez étendue, surtout quand on songe aux terres inhabitées qui se trouvent derrière. Si des exemples étaient nécessaires pour mieux faire comprendre le sens de mes réflexions, je dirais : Voyez les autres villes dont les centres d'affaires étaient naguères des lieux inhabités ; de grandes maisons s'y élèvent maintenant et contribuent largement aux frais que cause le gouvernement de la ville. Je ne vois donc pas de raison de supposer que nous n'obtiendrons pas d'aussi heureux résultats.

Je vous transmets également un protêt des propriétaires dont les propriétés font face à la rue de Cypre, se plaignant de la manière dont les banquettes sont faites d'après le contrat adjugé à M. Nugent, et annonçant qu'ils ne se regarderont pas responsables de leur partie, vu que le travail n'est pas exécuté selon les spécifications du voyer. Le voyer m'a informé qu'il avait refusé de recevoir le dit ouvrage.

En vous référant à la lettre ci-incluse de M. Christy Connell, en date du 9 août 1852, vous remarquerez qu'il se plaint qu'aucune mesure n'a été prise relativement au contrat qui lui a été adjugé avant l'Acte de Consolidation, pour, la confection du pavage en blocs carrés de la rue Tchoupitoulas, et qu'en conséquence il abandonne le contrat.

Ci-inclus, vous trouverez également le protêt du George Cronan, passé pardevant P. C. Cuvellier, notaire public, en date du 19 août, contre la ville de la Nouvelle-Orléans et la compagnie du Gaz et de la Banque de la Nouvelle-Orléans, pour dommages faits au pavage de la rue de Chartres et de la rue Condé, et contre toute réclamation qui pourrait lui être faites pour les réparations causées par le dérangement des fondations détruites par la Compagnie du Gaz, en posant des tuyaux après que le pavage était fait.

J'appelle votre attention immédiate à la communication ci-incluse de M. James Jones, commissaire des rues, faisant savoir que les personnes demeurant dans le voisinage du canal Melpombe, ont l'habitude de porter du bois de chauffage ou de charpente venant des cyprières par le moyen du dit canal, sur des esquifs, dans le fond du premier et du quatrième District ; les esquifs sont si nombreux qu'ils empêchent les ordures de s'écouler, et par conséquent occasionnent une nuisance pour les résidants, dont ceux-ci se plaignent justement, sans compter qu'ces esquifs sont la cause des dommages que l'on fait à la levée de protection construite dans ce voisinage.

M. John L. Davis, du quatrième District, m'adresse la lettre ci-incluse, au sujet des ponts du dit District, sur lesquels il n'est plus possible de passer, et au sujet des inondations causées par les fossés faute de ruisseaux convenables pour entraîner l'eau de la ville ; c'est là un mal sérieux pour les habitants de ce voisinage, et il serait bon d'y porter remède immédiatement.

La lettre ci-incluse de MM. Ashcraft et McCormmon, de Cincinnati, contenant des plans et des spécification au sujet des traverses de fer destinées aux fossés, mérite votre attention.

Avec ce message, vous recevrez un tableau général du recensement du second District, fait par MM. Wm. Audry et Charles Genichen, commissaires nommés à ce sujet, conformément à la 17me section de l'Acte de Consolidation, approuvé le 23 février 1852, d'après lequel il appert que la population totale du dit District est de 46,052, soit : 34,452 blancs, 5,928 de couleur, et 6,282 esclaves. Les retours détaillés, requis par la loi, ont été déposés à mon bureau.

M. F. F. French a encore envoyé des livres de valeur et autres documents à la bibliothèque Fisk, lesquels ont été reçus et déposés dans la dite bibliothèque. Je vous transmets sous ce pli la lettre de M. Fisk, qui accompagne la donation en date du 15 juillet, de New-York, ainsi que la liste des livres, etc.

Je soumets à votre considération la lettre ci-incluse de P. C. Wright Esq, avocat de la Compagnie de Navigation d'Orléans, annonçant que la Compagnie ne permettra pas plus longtemps le dessèchement des terres dans les eaux du Bayou, et qu'un procès sera intenté à la ville, si elle persiste

En vertu de la résolution No 276, me requérant d'employer une partie de la Gecle de Police pour les fous, et de nommer une personne convenable pour s'occuper de ce département, jusqu'à l'achèvement de l'Asyle des fous de Jackson, j'ai l'honneur de faire savoir que j'ai fait faire les arrangements qu'il était possible d'effectuer, et qu'il y a maintenant trente de ces malheureux dans la Gecle de Police, à savoir : dix-sept hommes et treize femmes. J'annoncerai aussi que le nombre de ces infortunés, étant plus considérable que Ves Honorables Corps ne le supposaient sans doute, quand ils ont ordonné que j'employasse une personne pour les garder, j'ai pris dans la Maison de Travail deux hommes et deux femmes, qui y avaient été enfermés, et j'en ai fait des gardiens, afin que les infortunés dont nous nous occupons ne manquassent ni de vêtements propres ni d'autres besoins. Je ferai ici observer que jusqu'à présent ils ont reçu tous les soins possibles de ceux à qui ce département a été confié.

Le grand nombre de personnes folles qui sont à la charge de la ville, et l'absence complète des moyens nécessaires pour soulager ceux qui souffrent d'une aliénation mentale momentanée, m'ont fait naître l'idée d'adresser une lettre au Surintendant de l'Asyle de Jackson, afin d'avoir des informations positives au sujet de cette institution. D'après sa réponse en date du 24 août, et dont je vous transmets sous ce pli une copie, vous remarquerez qu'il y a peu d'espoir que nous puissions envoyer d'ici à quelque temps ces infortunés à cette institution. Il est donc nécessaire que la ville prenne des mesures à ce sujet, ce que je recommande fortement à vos honorables corps.

Le tableau comparatif ci-inclus, venant de M. Jonathan Worrall (gardien de la maison de travail de la ville) depuis la consolidation de la ville, donnant la moyenne des prisonniers pendant les mois de mai, juin, juillet et août, et celle des frais de chaque prisonnier, démontre une augmentation progressive des prisonniers, et la nécessité de construire de nouvelles cellules, tandis qu'il est non-moins nécessaire d'augmenter la surveillance.

Par suite de cette grande augmentation de prisonniers, il sera nécessaire, plus tard, d'agrandir la bâtisse ou d'augmenter le nombre des cellules, afin que les prisonniers soient traités convenablement. Je recommande cette question à votre attention.

Il y a maintenant détenus à la maison de travail de la ville, 155 hommes, 110 femmes et 52 esclaves, donnant un total de 317 personnes, sans compter les prisonniers de la geôle de police du second district.

Ayant déjà si souvent fait comprendre la nécessité d'établir une maison de détention et de correction pour les jeunes délinquants, et exprimé largement mes vues à ce sujet, je ne dirai aujourd'hui qu'un mot à ce sujet et suggérerai l'idée d'acheter un terrain près de la ville et d'une étendue suffisante pour remplir le but qu'on se propose. Une maison semblable est tellement nécessaire qu'il est inutile de vous en parler plus longuement.

J'ai remarqué, et votre attention a déjà été appelée à ce sujet, que l'approvisionnement de l'eau dans les différentes parties de la ville est très peu considérable, et pendant la récente sécheresse, les pauvres ont beaucoup souffert. Cet élément essentiel, aussi bien à la santé qu'à la sûreté publique, en temps d'incendie, devrait être répandu en ville en grande quantité Les travaux actuels ne sont pas suffisants ; ils sont trop peu étendus Je suggère donc à Vos Honorables Corps l'idée de vous entendre avec la Compagnie des Travaux Hydrauliques, afin d'obtenir de celle-ci qu'elle répande en tous temps une quantité d'eau suffisante pour les besoins de la ville.

Avec le plus grand respect, je suis, messieurs,
Votre obéissant serviteur.
A. D. CROSSMAN, Maire.

Sur motion de M. Clark, le premier paragraphe du message du maire, relativement aux finances, est référé au comité de finances.

Toute la partie relative aux ponts, ouverture de rues, levées et améliorations, est référée au comité des rues et débarcadères.

La partie relative à la lettre de George Cronan est référée au comité judiciaire.

La partie relative au rapport du recensement est référée au comité spécial du recensement.

La partie relative à B. F. French, Esq., est référée.

La partie relative à la geôle de police et aux aliénés est référée au comité des maisons de travail et prisons.

La partie relative aux travaux hydrauliques, à un comité spécial.

Le président nomme de ce comité MM. Burke, Clarke, Sowell et Lugenbuhl.

Lecture est faite du message suivant transmis par le maire :

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS,
21 septembre 1852.

A l'Honorable Président et à MM. les Membres du Conseil des Aldermen et du Conseil des Assistants-Aldermen de la Ville de la Nouvelle-Orléans.

MESSIEURS : Au sujet des aliénés actuellement enfermés à la Geôle de Police, et auxquels j'ai déjà fait allusion dans mon dernier message, je suggérerai à votre Honorable Corps l'idée de requérir l'avocat de la Corporation de prendre les mesures légales nécessaires pour en faire transporter une partie à l'Asyle de Jackson.

Sans compter les dépenses que coûte à la ville l'entretien d'un refuge temporaire pour ces infortunés, il est inutile d'espérer qu'on puisse parvenir à les soulager sans les moyens convenables ; aussi, je vous soumets les noms de ceux de ces malheureux dont la maladie est d'un caractère grave, et je crois qu'il serait prudent de les envoyer à Jackson dans le plus bref délai possible :

Ellen Hagan, âgé de vingt-cinq ans, native d'Irlande.

Mary Jane Dean, âgée de vingt-tois ans, native du Missouri.

Susan Weber, âgée de vingt-deux ans, native d'Allemagne.

Emily,—on la suppose esclave—native de la Louisiane

Lenora Harris, dont l'âge et le lieu de naissance sont inconnus.

Parmela, f. c. l., dont l'âge et le lieu de naissance sont inconnus.

Henry Baudon, natif d'Allemagne.

John Finney, âgé de vingt-cinq ans, natif d'Irlande.

John O'Brien, âge de vingt-huit ans, natif d'Irlande.

James Burns, âgé de vingt-deux ans, natif d'Irlande.

Peter Linen, âgé de vingt-et-un ans, natif d'Irlande.

Patrick Royden, d'Irlande.

John Cooper, âgé de vingt-trois ans, de Hollande.

John Tate, âgé de quarante-cinq ans, de la Caroline du Sud.

Uzane ou Vane, âgé de vingt-huit ans, d'Allemagne.

Résolu qu'à dater de la passation de cette résolution, il sera du devoir de l'avocat de la corporation de prendre les mesures légales nécessaires pour l'admission des personnes aliénées indigentes, à l'Asyle de Jackson, chaque fois que le maire lui transmettra le nom des personnes qu'il jugera convenable d'y envoyer.

Sur lecture du second paragraphe, la partie relative à la police est référée au comité de police.

Sur lecture du troisième paragraphe, la partie relative au nettoyage des marchés est référée au comité des rues et débarcadères.

Sur lecture du quatrième paragraphe, la partie relative au recensement est référée au comité spécial sur le recensement.

En terminant, il est de mon devoir de référer votre Honorable Corps à la 7me section de la charte qui déclare, qu'après l'achèvement du recensement, le Conseil de la ville s'occupera de diviser la représentation parmi les différents districts et wards, conformément aux nombre de votans qui y résident.

J'ai l'honneur d'être très respectueusement votre obéissant serviteur,
A. D. CROSSMAN, Maire.

Sur motion de M. Clarke, le message précédent est pris en considération paragraphe par paragraphe.

Sur lecture du premier paragraphe, relativement aux aliénés actuellement détenus à la geôle de police, M. Stockton présente les résolutions suivantes, lesquelles, sur motion, et sur dispense des règles, sont adoptées :

Résolu que les personnes aliénées, ci-après nommées soient déclarées dans l'indigence et à ce titre aient le droit d'être admises dans l'Asyle des aliénés de Jackson :

Ellen Hogan, âgée de vingt-cinq ans, d'Irlande.

Mary Jane Dean, âgée de vingt-trois ans, du Missouri.

Susan Weber, âgée de vingt-deux ans, d'Allemagne.

Emily—on la suppose esclava de la Louisiane.

Lenora Harris, dont on ignore l'âge et le lieu de naissance.

Parmela, f. c. l., dont on ignore l'âge et le lieu de naissance.

Henry Baudon, d'Allemagne.

John Finney, âgé de vingt-cinq ans, d'Allemagne.

John O'Brien, âgé de vingt-huit ans, d'Irlande.

James Burns, âgé de vingt-deux ans, d'Irlande

Peter Linen, âgé de vingt-et-un ans, d'Irlande.

Patrick Royden, d'Irlande.

John Cooper, âgé de vingt-trois ans, de Hollande.

John Tate, âgé de quarante-cinq ans, de la Caroline du Sud.

Uzane ou Vane, âgé de vingt-huit ans, d'Allemagne.

Résolu qu'à dater de la passation de cette résolution, il sera du devoir de l'avocat de la corporation de prendre les mesures légales nécessaires pour l'admission des personnes aliénées indigentes, à l'Asyle de Jackson, chaque fois que le maire lui transmettra le nom des personnes qu'il jugera convenable d'y envoyer.

Sur lecture du second paragraphe, la partie relative à la police est référée au comité de police.

Sur lecture du troisième paragraphe, la partie relative au nettoyage des marchés est référée au comité des rues et débarcadères.

Sur lecture du quatrième paragraphe, la partie relative au recensement est référée au comité spécial sur le recensement.

LETTRES, PÉTITIONS, ETC.

Lecture est faite de la communication suivante du voyer, laquelle est référée au comité des rues et débarcadères.

DÉPARTEMENT DU VOYER.
HÔTEL-DE-VILLE.
NOUVELLE-ORLÉANS, 14 septembre 1852.

A l'Honorable Conseil de Ville.
BUREAU DES ALDERMEN.

MESSIEURS — Pendant l'ajournement de votre Honorable Corps, deux événements sont survenus qui demandaient une action immédiate.

Le premier est l'affaissement de la plus grande partie du quai entre les rues Philippe et Jackson, dans le quatrième district. Cet affaissement menaçait non-seulement d'emporter le chemin public et les banquettes, mais les maisons finissant face au fleuve. Après mûre considération le mérite, je me suis décidé à faire faire certains travaux pour prévenir d'autres accidents. Ces travaux ont eu un heureux résultat, et je vous transmets sous ce pli le compte des dépenses encourues à ce sujet.

Le second est le pavage de la rue Tchoupitoulas depuis la rue Roffignac jusqu'à la rue Robin. Pendant des mois, les blocs carrés étaient restés déposés sur les banquettes ou dans la rue, ce qui encombrait considérablement et empêchait qu'on pût parvenir jusqu'aux dépôts des deux côtés de la rue ou à la presse à coton. La saison des affaires approchant, les locataires et les propriétaires se plaignant tous les jours de cette nuisance qui pouvait leur occasionner de grandes pertes, et l'intérêt du public exigeant que l'ouvrage fût fait le plus tôt possible, j'ai pris la responsabilité de contracter avec M. J. Nicholson pour la confection du pavage en blocs carrés de cet îlot, au taux de cinquante cinq cents par yard superficiels, attendu que M. Connell, l'ancien contractant, avait abandonné l'adjudication qui lui avait été faite.

M. Nicholson a presque complété le pavage et de blocs carrés pour paver l'îlot d'après, entre les rues Robin et de la Course, je crois convenable de recommander d'autoriser le dit Nicholson à poursuivre l'ouvrage dans la dite rue, mon opinion étant qu'un bon pavage ne peut être exécuté pour moins.

Dans l'espoir que votre Honorable Corps approuvera ma conduite dans les cas ci-dessus, je suis, messieurs, votre obéissant serviteur,
(Signé) LOUIS H. PILIE,
Voyer de la ville.

Une lettre de M. Augustin Masson, réclamant un compte s'élevant à sept piastres et cinquante sous, pour dépenses causées pour la réception de Kossuth, est référée au comité de finances.

Une lettre de M. Théodore Bailly, Blanchard, avocat de fait de M. Paul Quemper, est lue et référée au comité de finances.

Une lettre de MM. Michael Harvin et Philipp Drumm, relative à un contrat avec l'ex-ville de Lafayette, est lue, et sur motion de M. Sewell, référée au comité des rues et débarcadères.

Une lettre de M. Martin Falconstein, demandant des secours est lue et référée au comité de police.

Une pétition de Mme Elizabeth Short, demandant des secours, est lue et référée au comité de police.

Une lettre de M. Simon Meilleur est lue, demandant à contracter le bail de la propriété jadis occupée par M. Charbonnet, et appartenant maintenant à la ville, pour l'ouverture de la rue Kerlerec, avec certaines dispositions relatives à cette propriété—référée au comité de finances.

Une lettre du Col. J. B. Montagne est lue, laquelle réclame de la ville trois millions de piastres. Sur motion de M. Clarke, référée au comité de finances avec pouvoir d'agir.

Une lettre de MM Whitaker et J. J. Lugenbuhl est lue, laquelle réclame huit cents piastres pour services rendus comme avocats de l'ex troisième municipalité.—Sur motion, référée au comité de finances.

Une lettre de M. Isaac Emmanuel, réclamant cinq piastres pour fournitures, est lue et référée au comité des réclamations.

Une pétition de Guy, alias Jim Hatalibec, demandant son émancipation, est lue et référée au comité judiciaire.

Lecture est faite d'une lettre d'un Comité de cinq de la Compagnie des Crocs et Echelles "Espérance No. 3, demandant un nouveau truck.—Référée au Comité des incendies.

Lecture est faite d'une lettre de Joseph Boyer, assistant-wharfinger, Troisième District, demandant une augmentation de salaire—Référée au Comité de finances.

Lecture est faite d'une lettre de Mme Honora Gorman, réclamant au nom de feu son mari, contractant pour la confection des ponts en bois du Premier District—Référée au Comité de finances.

Lecture est faite d'une lettre de Thomas Mayner, demandant une compensation pour ses services—Référée au Comité des Rues et Débarcadères.

Lecture est faite d'une lettre de F. Eorot, relativement au Marché du Port.—Référée au Comité des Rues et Débarcadères, conjointement avec son Honneur le Maire.

Lecture est faite d'une lettre de Louis Frigerio, demandant qu'on discontinue le procès qu'on a intenté contre lui—Référée au Comité des Réclamations.

Lecture est faite d'une lettre de Charles Dunaple, réclamant une taxe payée par erreur—Référée au Comité de finances avec pouvoir d'agir.

Une pétition des habitans du Troisième District, demandant la construction d'un Corps de Garde, à Frascati, est lue et référée au Comité de Police.

Lecture est faite d'une lettre de propriétaires des rues Moreau et de la Levée, près de la Presse à Coton, demandant l'ouverture de la dite rue à travers la dite presse—Référée au Comité des Rues et Débarcadères.

Lecture est faite du message suivant, venant du Conseil des Assistans Aldermen :

CONSEIL DES ASSISTANS ALDERMEN,)
N. ORLEANS, 21 Sept. 1852.)

A l'Honorable Président et à Messieurs les Membres du Conseil des Aldermen :

Messieurs—Je renvoie sous ce pli à votre Honorable Corps, où elles ont pris leur origine, les résolutions suivantes, en vous annonçant que le Conseil des Assistans-Aldermen y a adhéré, à savoir :

Résolution autorisant le voyer à acheter des coquilles, &c., pour coquiller le chemin public en face de la propriété de M. Evariste Blanc.

Résolution relative au contrat pour la construction d'un pont sur la rue Claiborne.

Résolution autorisant Alexandre Bonneval à construire une grue pour le débarquement des briques provenant des chars du chemin de fer de Carrollton.

Résolution (No. 416) autorisant le paiement de divers comptes.

Résolution autorisant le voyer à employer seize hommes, à raison de $30 par mois, pour remblayer avec le sable du fleuve, sur la batture, les différents travaux d'encaissement, et pour niveler la levée du troisième District d'un bout à l'autre.

Résolution accordant permission à Thos. B. Lee, de construire un verandah en face de sa propriété.

Résolution accordant permission au chemin de fer Pontchartrain de construire un verandah.

Résolution relative à l'usage de la place Washington pour y élever une statue de Washington.

La résolution relative au contrat avec F. Marquez, par le maire, pour niveler et coquiller le chemin de la Métairie et la rue Washington, a été sanctionnée avec un amendement.

La résolution relative au paiement de David Moores, contractant pour la confection de banquettes, n'a pas été sanctionnée.

Très respectueusement,
Votre obéissant serviteur,
(Signé) WALTER H. PETERS, Secrétaire.

Sur motion de M. Marquez, la résolution relative à M. Marquez est déposée sur le bureau, sujet à appel.

Lecture est faite du message suivant venant du Conseil des Assistans-Aldermen :

CONSEIL DES ASSISTANTS-ALDERMEN,
NOUVELLE-ORLÉANS, en 21 Sept. 1852.

A l'honorable Président et à MM. les Membres du Conseil des Aldermen.

Messieurs—Permettez-moi de vous transmettre sous ce pli les résolutions suivantes adoptées par ce Conseil, et auxquelles vous êtes invités à adhérer :

Résolution autorisant J. Pelanne, Bellanger & Co., et L. Roca à construire des vérandahs.

Préambule et résolutions au sujet de l'usage du quai en face de la Place Jackson, par la Compagnie des steamers de la malle des E. U., comme dépôt de charbon.

Résolution relative aux banquettes en briques dans la rue des Nonnes, depuis la rue Tchoupitoulas jusqu'à la rue des Religieuses.

Je suis très respectueusement
Votre obéissant Serviteur,
WALTER H. PETERS, Secrétaire.

Les résolutions suivantes, qui, ont pris leur origine dans le Conseil des Assistans-Aldermen, sont sanctionnées sur dispense des règlements :

Résolution autorisant J. Pelanne, Bellanger & Co. et L. Roca à construire des vérandahs.

Préambule et résolutions au sujet de l'usage du quai en face de la Place Jackson, par la Compagnie des steamers de la malle des E. U., comme dépôt de charbon.

Résolution relative aux banquettes en briques dans la rue des Nonnes, depuis la rue Tchoupitoulas jusqu'à la rue des Religieuses.

Je suis très respectueusement
Votre obéissant Serviteur,
WALTER H. PETERS, Secrétaire.

Les résolutions suivantes, qui, ont pris leur origine dans le Conseil des Assistans-Aldermen, sont sanctionnées sur dispense des règlements :

Résolution autorisant J. Pelanne, Bellanger & Co. et L. Roca à construire des vérandahs.

Préambule et résolutions au sujet de l'usage du quai en face de la Place Jackson, par la Compagnie des steamers de la malle des E. U., comme dépôt de charbon.

La résolution relative aux banquettes en briques dans la rue des Nonnes, depuis la rue Tchoupitoulas jusqu'à la rue des Religieuses, est référée au Comité des Rues et Débarcadères.

M. Stockton, au nom du Comité des incendies, présente le rapport et les résolutions qui suivent, lesquels sont adoptés, sur dispense des règlements :

Le Comité des Incendies, auquel avaient été référées les pétitions de diverses compagnies, soit :

Compagnie d'incendie Jefferson No. 22,
Compagnie d'incendie Orleans No. 21,
Compagnie d'incendie Jefferson No. 15,
Compagnie d'incendie Neptune No. 4,
Compagnie des Crocs et Echelles No. 1,
Compagnie des tuyaux Liberté No. 7,

demande à rapporter en pré-sentant les résolutions suivantes.

JAMES STOCKTON.

Résolu que le Contrôleur soit et demeure autorisé à émettre son mandat sur le Trésorier, en faveur de la Compagnie d'incendie Jefferson No 22, pour la somme de cent-neuf piastres ($109) montant dû à Cosgrove et Boyle, pour balance dûe sur cinq cents cinquante-deux pieds de tuyaux payés par la dite Compagnie.

Résolu que la Compagnie d'Orléans No 21 soit et demeure autorisé à contracter pour une pompe qui ne devra pas coûter plus de douze cents piastres ($1200).

Résolu de plus que quand la dite pompe sera reçue et acceptée par le Voyer, le Contrôleur soit et demeure autorisé à émettre son mandat sur le Trésorier pour le montant de la dite pompe, pourvu qu'il ne dépasse pas la somme ci-dessus de douze cents piastres ($1200).

Résolu que le Voyer soit et demeure autorisé à placer dans la cour de la Compagnie d'Incendie Jefferson No 15, des "commodes", pourvu que cette dépense n'excède pas soixante-quinze piastres ($75).

Résolu que le Contrôleur soit et demeure autorisé à vendre à l'encan, après dix jours d'avis, le contrat pour les réparations à la case et à l'écurie de la Compagnie d'Incendie Neptune No 4, d'après les spécifications enregistrées au bureau du Voyer ; les dites réparations seront payées au comptant quand l'ouvrage sera terminé et accepté par le Voyer, pourvu que le dit contrat soit approuvé par le Conseil.

Résolu que quand le dit contrat sera accepté par le Conseil, et l'ouvrage fait et approuvé par le Voyer, le Contrôleur soit et demeure autorisé à émettre son mandat sur le Trésorier pour en payer le montant.

Résolu que deux cents piastres soient et demeurent appropriées à la Compagnie des Crocs et Echelles No 1 (outre la somme de mille piastres déjà appropriée) pour acheter un train pour la dite Compagnie.

En vertu du pouvoir investi dans le Conseil de la Ville de la Nouvelle-Orléans, par un acte de la Législature de l'Etat de la Louisiane, intitulé "Acte pour incorporer les Compagnies d'Incendie dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres objets", approuvé le 22 mars, 1842—

Qu'il soit ordonné qu'une charte soit et demeure accordée à la Compagnie des Tuyaux Liberté No 7, pour une période de dix ans, à dater du 11ème jour d'août dernier, époque à laquelle la charte de la dite Compagnie est expirée ; et que la dite Compagnie, sous le même nom et le même titre, jouira des mêmes droits, avantages et privilèges accordés aux Compagnies d'Incendie par les différents actes de la Législature de la Louisiane.

M. Stockton, au nom du comité de Police, présente le rapport et la résolution qui suivent, lesquels sont adoptés, sur dispense des règles :

Le comité de Police, auquel avait été référée la pétition de Thomas J. Spear, demande à rapporter par résolution.

JAMES STOCKTON,
J. M. BURKE.

Résolu que Thomas J. Spear soit et demeure autorisé à vendre à l'encan des chevaux, des drays, etc., au centre de la rue de la Commune, audessous de la rue du Cirque, pendant une période qui n'excèdera pas soixante jours ; pourvu que le dit privilège soit annullé quand cinq citoyens feront des objections par écrit.

M. Stockton, rapporteur du comité de Police, présente le rapport et la résolution qui suivent, lesquels, sur motion, et sur dispense des règles, sont adoptés :

Le comité de Police, auquel avait été référée la communication de J. F. Lazier, Maire de la Ville de Jefferson, demande à rapporter :

Qu'après avoir examiné cette question, il recommande respectueusement que les drays, charrettes et autres véhicules qui ont pris leurs licences dans la ville de Jefferson, pendant l'année 1851, aient le privilège de circuler dans notre ville ; mais qu'après le mois de décembre ce privilège soit annullé à moins que la ville de Jefferson n'impose les mêmes taxes sur les drays, charrettes, etc. que cette Corporation. Votre comité présente la résolution suivante.

JAMES STOCKTON, Rapporteur,
J. M. BURKE,
J. J. LUGENBUHL.

Résolu que toutes les charrettes, drays, etc., qui auront pris leurs licences dans la ville de Jefferson, et qui sont actuellement détenus par les officiers de cette Corporation pour violation des ordonnances, soient et demeurent remis en liberté sans frais, conformément au rapport qui accompagne cette résolution.

La résolution suivante, venant du comité de Police, est adoptée sur dispense des règlements :

Résolu que la résolution 412, passée par le Conseil des Assistants-Aldermen, ne soit pas sanctionée. La nuisance dont on se plaint dans la dite résolution a été enlevée depuis plus de deux mois.

JAMES STOCKTON, Rapporteur,
J. M. BURKE,
J. J. LUGENBUHL.

M. Lugenbuhl, rapporteur du comité des Réclamations, présente le rapport et la résolution qui suivent, lesquels, sur motion et sur dispense des règles, sont adoptés :

Le comité des Réclamations, auquel avaient été référées diverses réclamations, demande à rapporter contre les pétitions suivantes :

Pétition de la veuve Sharp—attendu qu'elle n'a pas fourni les preuves nécessaires.

Pétition de Patrick Ward, réclamant un remboursement d'escompte sur certains mandats.

Réclamation de MM. Duncan et Webster, au sujet de leurs honoraires pour services professionnels rendus dans l'affaire de Myra C. Gaines Vs. Chew et autres—1o Parce que la demande est excessive. 2o Parce que le comité n'a pu trouver aucune résolution de l'ex-Première Municipalité engageant les services des réclamants pour s'occuper de l'affaire à la Cour Suprême des Etats-Unis. Enfin, comme les pétitionnaires ont intenté un procès pour leurs honoraires, il est juste que le tribunal auquel ils en ont appelé décide seul cette question.

Votre comité demande également à rapporter à ce Conseil la réclamation de C. W. Cammack, attendu que le Conseil des Assistants-Aldermen s'est déjà occupé de cette question.

J. J. LUGENBUHL,
E. W. SEWELL,
I. LABATUT.

M. Lugenbuhl, rapporteur du comité des Réclamations, présente le rapport et les résolutions qui suivent, lesquels sont adoptés sur dispense des règlements, sont adoptés :

Le comité des Réclamations, auquel avaient été référées diverses réclamations, demande à rapporter contre ayant examiné et trouvé correctes les réclamations du Dr J. U. Landreaux, pour services professionnels rendus dans les cas de LeBaron et McDonold, et celle du Dr H. Everett, pour soins dans le premier cas, recommande qu'elles soient payées.

Votre comité ayant également trouvé correcte la réclamation de A. Labranche, présente la résolution suivante.

J. J. LUGENBUHL,
E. W. SEWELL,
I. LABATUT.

Résolu que le Trésorier paie, sur le mandat du Contrôleur, au Dr J. U. Landreaux, vingt piastres, au Dr Everett, dix piastres, et à A. Labranche, pour remboursement de taxes payées par erreur, la somme de quinze piastres.

Les règlements étant suspendus, M. Lugenbuhl présente la résolution suivante, laquelle, sur motion, est référée au comité des Rues et Débarcadères :

Résolu que le Commissaire des Rues soit et demeure requis de faire réparer les trottoirs en bois du troisième District.

Sur motion de M. Clark, le Conseil s'ajourne à Mardi prochain, 28 du courant, à six heures P. M.

HENRY BIER, Secrétaire *pro tem.*

LEGAL ADVERTISEMENTS.

SHERIFF'S SALE.

Fourth District Court | ROUSSEAU'S LANGUEDOC vs. JOHN
of New Orleans. | DE KIRWAN AND WARDENS OF THE
| FRENCH CHURCH.—No. 4905.

BY VIRTUE of a writ of fieri facias against John P. Kirwan, to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, in the Rotunda of the City Exchange, St. Louis street, between Chartres and Royal streets, on MONDAY, October 18, 1852, at 12 o'clock M., for account of said execution-debtor, the following real estate, viz :

All that certain lot of ground, situated in the City of New Orleans, in the square designated by the number [illegible] on the plan of the property of the late Bernard de Marigny, made by Pilie, and bounded by Bourbon, Dauphine, Conti and Bienville streets, and measuring forty feet front on Bourbon street, by one hundred and twenty feet in depth, with all the buildings and improvements thereon.

To all the rights, title and interest of said John P. Kirwan, in and to a certain LEASE for the term of ten years from the 1st of March, 1847, executed by Mrs. Pecaut, widow of Rene Lamothe, deceased, to the said John P. Kirwan, and duly recorded in the Recorder's Office, in and for the Parish of Orleans, on the 1st August, 1847, and subsequently transferred to said J. P. Kirwan, of the following property, property to be sold, viz : A CERTAIN PIECE OF GROUND in Conti street, between Dauphine and Bourbon streets, together with all the BUILDINGS AND IMPROVEMENTS thereon.

Seized in the above writ.

Terms cash on the spot.

JAMES P. FERRET,
Sheriff of the Parish of Orleans.

SHERIFF'S SALE.

Fourth District Court | SUCCESSION OF THE LATE ROBERT
of New Orleans. | TILGHMAN, DECEASED.....No. 4547.

BY VIRTUE of and in obedience to an order of sale rendered September 3, 1852, to me directed by the Hon. the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, in the Rotunda of the City Exchange, St. Louis street, between Chartres and Royal streets, on MONDAY, October 18, 1852, at 12 o'clock M., for account of said succession—

All that certain lot of ground, situated in the City of New Orleans, and designated as Lot No. 4 of Square No. 81, bounded by Bourbon, Dauphine, Conti and Bienville streets, measuring forty feet front on Bourbon street, by one hundred and twenty feet in depth, with all the BUILDINGS AND IMPROVEMENTS thereon.

Seized in the above writ.

Terms cash on the spot.

JAMES P. FERRET,
Sheriff of the Parish of Orleans.

SH